L'ajournement

Autre problème: il est difficile de faire appliquer la loi, monsieur le Président. Bien sûr, des organismes et des personnes se sont plaints à la police, mais cette dernière n'a pas réagi avec beaucoup de conviction. Les tribunaux ne comprennent toujours pas le problème de la pornographie, surtout de la violence qui la caractérise. Ils n'ont imposé que des amendes dérisoires aux contrevenants, le cas le plus flagrant a été celle qui a été imposée au télédiffuseur Red Hot Video, en Colombie-Britannique.

Il est difficile de faire respecter les lois sur la télédiffusion. Que peut-on faire lorsqu'on ne possède pas les appareils à enregistrer coûteux qui permettraient d'avoir des preuves? Lorsqu'il s'agit d'une revue, on n'a qu'à aller montrer la photo au poste de police; autrement on n'a pas de preuve. Il n'est pas toujours possible de se procurer la bande vidéo. Dans le cas de la télédiffusion par satellite, on ne peut même pas avoir d'enregistrements et il est donc très difficile de faire cesser la diffusion de telles émissions.

[Français]

Le problème de la pornographie est sérieux. Le taux de la violence contre les femmes est trop élevé dans ce pays et il continue de monter. Nous avons des preuves maintenant des liens entre la violence sur les écrans et la violence dans la vie réelle. Les travailleurs sociaux, les psychologues, les psychiatres, nous parlent de l'abus envers les enfants, ces cas deviennent de plus en plus graves. Les femmes battues nous disent qu'elles ont été forcées par leurs agresseurs d'imiter les actes de la pornographie. Et que fait ce gouvernement fédéral? Le ministre des Communications (M. Fox) a confiance dans le CRTC. Or, le CRTC ne fait rien. Le ministre de la Justice (M. MacGuigan) a proposé un amendement au Code criminel, un amendement que je favorise d'ailleurs, mais le ministre est content d'attendre jusqu'à une nouvelle session du Parlement pour le présenter à la Chambre. Pas de hâte, même si le problème est grave.

Qu'est-ce qu'on peut faire maintenant? Demain, un pas. Demain, un projet de loi privé sera discuté à la Chambre à l'étape de la deuxième lecture, cela veut dire débat sur le principe. Mon projet de loi privé, C-675, comprend un simple amendement à la loi sur la radiodiffusion. Je propose l'addition d'une seule phrase concernant la prohibition des commentaires et des images abusives, selon les critères de la race, de la religion, de la croyance et du sexe. Les trois premiers critères sont déjà inclus dans les règlements du CRTC, mais le quatrième, le sexe, ne l'est pas. Alors même qu'il soit illégal d'abuser des races minoritaires et les religions, il est légal d'abuser des femmes. L'antisémitisme et le racisme sont interdits, tandis que le sexisme est acceptable. Si le CRTC a refusé d'apporter un amendement approprié aux règlements, c'est au Parlement d'amender la législation, la loi sur la radiodiffusion, d'abolir toute forme d'abus sur les ondes publiques.

● (1805)

[Traduction]

Le ministre des Communications (M. Fox) pourra montrer concrètement demain qu'il se préoccupe du problème de la pornographie en appuyant mon projet de loi d'initiative privée

visant à modifier la loi sur la radiodiffusion, et je l'invite instamment à le faire. En fait, j'espère que tous les partis appuieront cette mesure d'initiative privée. Ce n'est qu'un petit progrès, mais qui n'en a pas moins son importance puisqu'il ferait savoir au monde de la radiodiffusion qu'on ne saurait tolérer les abus. Avec d'autres mesures, ce projet de loi pourrait contribuer à mettre un frein à la pornographie et à renverser le courant. Il donnerait aux femmes canadiennes l'assurance que le Parlement prend au sérieux le problème de la violence dont sont victimes les femmes et les enfants.

[Français]

L'hon. Céline Hervieux-Payette (ministre d'État (Santé et sport amateur)): Monsieur le Président, il me fait plaisir de répondre à cette importante question sur la pornographie, dont il est question en fin de compte depuis le début de l'année 1983 de façon plus intensive, suite à la campagne entreprise par des gens surtout de la région d'Ottawa et surtout à cause de la télévision payante.

[Traduction]

Depuis, le ministre de la Justice (M. MacGuigan) a déposé le 23 juin un avant-projet de loi visant à modifier le Code criminel en réponse aux inquiétudes croissantes que fait naître la représentation cruelle, violente ou dégradante des personnes dans les médias. En vertu de cette mesure, on supprimerait la nécessité actuelle d'établir un rapport entre le crime ou la cruauté, la violence ou la dégradation, et la sexualité pour pouvoir déclarer obscène l'exploitation indue de ces sujets. Les vidéocassettes et le matériel de radiodiffusion et télécommunication entrent nettement dans le cadre de cette disposition, aussi s'agit-il d'une première mesure.

Deuxième mesure, il nous faut établir clairement que le CRTC doit lui aussi respecter les normes générales de moralité et que la pornographie infantine et la pornographie avec violence n'ont jamais été permises. Notre gouvernement a institué un groupe d'étude composé d'experts dans le domaine de la pornographie, c'est-à-dire composé de doyens de facultés de droit et de divers experts en sciences sociales. Ce groupe a déjà commencé son travail cet été et œuvre en relations très étroites avec tous ceux qui s'intéressent à ce grave problème.

Même si nous estimons que cette question revêt une importance énorme, monsieur le Président, je pense que nous pourrions causer plus de tort aux femmes que nous voulons protéger si nous adoptons des mesures erronées.

Je partage avec le député de Broadview-Greenwood (M^{me} McDonald) une opinion très ferme sur cette question, mais j'aimerais assurer à nouveau à nos concitoyens que notre gouvernement est déterminé à prendre les mesures nécessaires, dans l'esprit de la nouvelle constitution du pays selon laquelle la liberté d'expression doit également respecter les normes généralement admises au Canada.

Nous sommes donc bien conscients du problème, monsieur le Président. Le groupe d'étude nous donnera certainement plus d'information quant aux mesures à prendre et nous allons nécessairement coopérer très étroitement avec le député à l'étude de sa mesure demain. Je tiens cependant à faire remarquer que la pornographie constitue certainement un sujet délicat dont nous devrions traiter avec beaucoup de précaution à la Chambre.